

ARIPoste

Édition spéciale: budget 2011

Voici en quelques chiffres, la hausse des droits de scolarité que le nouveau budget du gouvernement, présenté à Québec le 17 mars, prévoit:

1625\$

C'est l'augmentation prévue par le budget 2011-2012.

3793\$

Ce sera le prix d'une année au baccalauréat une fois la hausse complétée, en 2017.

230%

C'est le pourcentage d'augmentation des droits de scolarité entre 2007 et 2017.

4956\$

C'est environ ce que coûtera une année d'université si nous ajoutons les frais afférents et les livres.

Autres faits saillants du budget:

- le taux de cotisation au Régime des rentes sera majoré de 0,15 points de pourcentage par an, au cours des six prochaines années;
- La taxe santé de 200\$ est maintenue;
- Dans les écoles, de nouveaux tableaux numériques interactifs et des ordinateurs portables pour les enseignants nécessiteront des dépenses de 240 millions \$;
- En prévision du Plan Nord, qui doit être annoncé sous peu, Québec crée un fonds et prévoit y investir jusqu'à 500 millions \$ au cours des cinq prochaines années.*

*tiré du journal le devoir

La riposte est un journal d'information politique sur les enjeux de l'éducation, ainsi que sur une multitude de phénomènes sociaux. Son but est d'effectuer une diffusion massive, afin que tou-te-s les étudiant-e-s puissent être au courant des nouvelles politiques concernant leur éducation.

Tu as de nouvelles idées ou bien tu voudrais participer à son élaboration? Écris nous à: mobagecvm@gmail.com

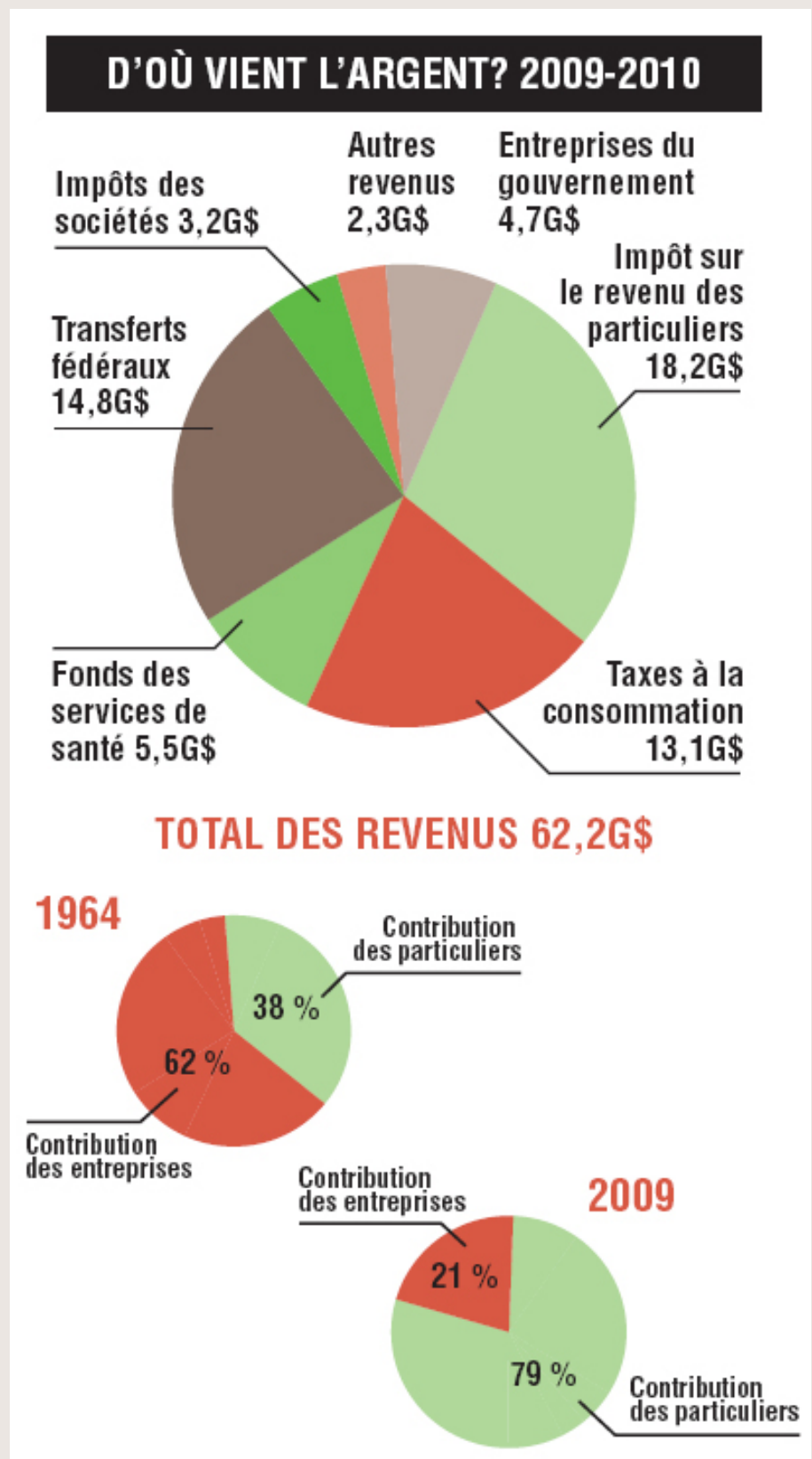


Pour renflouer les caisses de l'État, les particuliers contribuent plus que les entreprises:

En 1964, dans le budget du Québec, la contribution des compagnies s'élevait à 62% des impôts et taxes sur le revenu et sur le capital et celles des particuliers à 38%¹. En 2009, la contribution des individus est passée à 79% des impôts sur les revenus et les biens tandis que la contribution des entreprises est tombée à 21%². Une révision majeure des politiques fiscales devrait être envisagée afin de rétablir un équilibre entre la contribution des entreprises et celle des individus.

Dans le cadre du budget 2010-2011 du gouvernement québécois, on demande un effort beaucoup plus important aux particuliers qu'aux entreprises pour rétablir l'équilibre budgétaire³.

- 3,5 milliards \$ de hausses d'impôts, taxes et tarifs assumés par les particuliers.
- 800 millions \$ de hausses d'impôts assumés par les entreprises.



On demande donc aux moins nantis et à la classe moyenne de contribuer à la richesse des autres!

1. BERNARD Michel, LAUZON Léo Paul, HASBANI Marc et STE-MARIE Gabriel, L'autre déséquilibre fiscal - Le déplacement du fardeau fiscal des compagnies vers les particuliers au cours des dernières décennies, 2006, UOAM. **2.** Rapport annuel du Ministère du Revenu du Québec 2008-2009 **3.** Budget du Québec 2010-2011 en un coup d'oeil, Gouvernement du Québec, 2010, <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2010-2011/fr/documents/CoupD-oeil.pdf>

FINANCES PUBLIQUES

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES!

Alternatives fiscales: Comment et combien?

Contrairement à ce que les représentants du gouvernement du Québec et nombre d'économistes de droite tentent de nous faire croire, d'autres choix sont possibles!

Nous proposons dans cette section des solutions qui permettront de renflouer les coffres de l'État tout en luttant contre les inégalités. Les propositions mises de l'avant dans ce document visent à faire payer leur juste part aux riches et aux grandes entreprises puisque c'est eux qui, depuis trente ans, s'accaparent une part toujours grandissante de la richesse collective.

A-Réinstaurer la progressivité de l'impôt des particuliers

Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
1 Ajouter un palier d'imposition	950 millions \$
2 Établir 10 paliers d'impositions différents	1.3 milliard \$
3 Abolir le crédit d'impôt sur les gains en capital des particuliers	567 millions \$
4 Diminuer le plafond des REER	300 millions \$
5 Moduler les taxes à la consommation en fonction du type de biens achetés	745 millions \$

B- Rétablir un équilibre entre les impôts des particuliers et les impôts des entreprises

Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
6 Revoir les mesures fiscales destinées aux entreprises	1,4 milliard \$
7 Augmenter les redevances sur les ressources naturelles - exemple - de l'industrie minière*	300 millions \$

8 Rétablir la taxe sur le capital pour les entreprises financières 800 millions

9 modifier les contrats secrets d'Hydro-Québec 467 millions

C- Lutter contre la fraude

Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
--	--

10 Lutter contre l'évitement fiscal	500 millions \$
-------------------------------------	-----------------

11 Lutter contre l'évasion fiscale	300 millions \$
------------------------------------	-----------------

12 Lutter contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux	600 millions \$
--	-----------------

D- Cesser d'embaucher des compagnies privées dans certains services publics

Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
--	--

13 Cesser de recourir aux agences de placement dans les institutions publiques de santé	56 millions \$
---	----------------

14 Cesser de recourir aux cliniques médicales spécialisées	15% à 30% d'économie
--	----------------------

E- Réformer la politique du médicament

Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
--	--

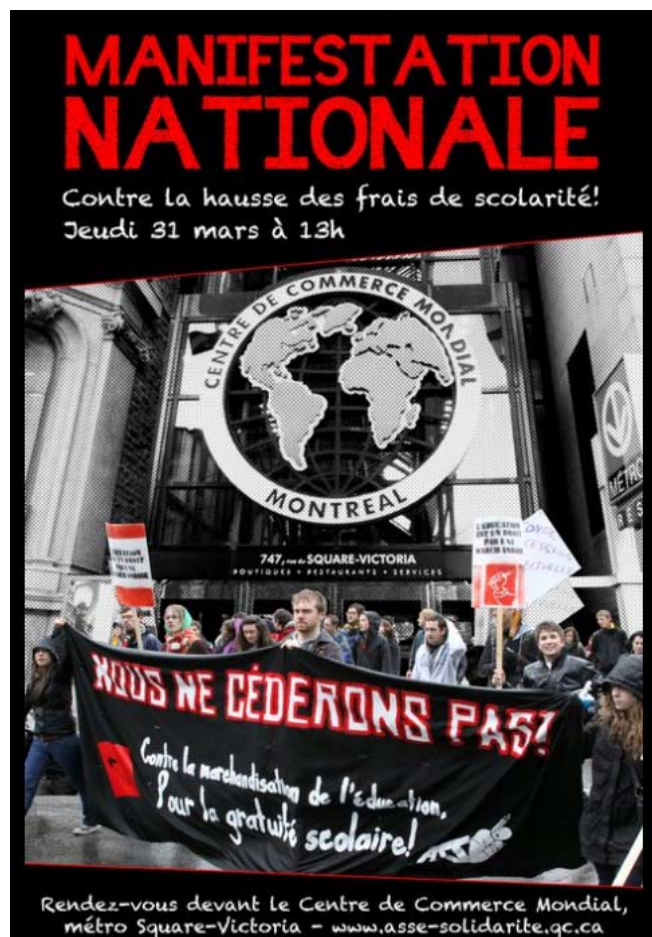
15 Adopter des mesures de contrôle du coût des médicaments	1 milliards \$
--	----------------

16 Abolir la règle de protection des brevets	200 millions \$
--	-----------------

Total projeté:
Environ 9 milliards par année

Nous ne céderons pas!

Le 31 mars, une manifestation nationale est prévue. L'appel à manifester a été fait par l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante et vise à augmenter la pression vis-à-vis le gouvernement. Le dernier budget du gouvernement de Jean Charest a prévu une nouvelle hausse des frais de scolarité, suivant celle de 2007, que nous vivons actuellement. Le dernier budget, qui est sorti le 17 mars dernier, a annoncé une hausse des droits de scolarité de 1625\$. Ceci est une attaque directe à l'accessibilité aux études supérieures. Nous devons maintenant augmenter la pression face au gouvernement, descendons dans la rue le 31 mars prochain pour refuser cette nouvelle hausse, dans une perspective de gratuité scolaire.



A red-bordered graphic for "SEMAINE DE L'ÉDUCATION". The text "SEMAINE DE L'ÉDUCATION" is written in large, bold, white letters on a red background. Below it, "SEMAINE DU 28 MARS" is written in smaller white letters. The graphic is surrounded by various words related to education and social issues, such as "GÉOGRAPHIE", "GRATUITÉ", "CONNAISSANCES", "CITOYENNETÉ", "CONFÉRENCE", "ASSÉ", "TRAVAIL", "FRAIS DE SCOLARITÉ", "ÉCONOMIE", "MANIFESTATIONS", "PHILOSOPHIE", "PARENTS", "IRIS", "IMPÔT", "CINÉMA", "SAVOIRS", "BUDGET", "ÉVALUATION", "PROFESSEURS", "ÉLÈVES", "UNIVERSITÉ", "RECHERCHE", "INFORMATION", "SOCIO-ÉCONOMIQUE", "FÉDÉRATION AUTONOME DES ENSEIGNANT-E-S". At the bottom of the graphic is a black and white illustration of a man with a beard and long hair, speaking into a microphone on a stage.

Le comité de mobilisation et d'information organise cette session-ci la semaine de l'éducation. Des conférences auront donc lieu du 28 au 30 mars, suivies le jeudi par la manifestation nationale contre la hausse des frais de scolarité. Des conférenciers et conférencières de différents groupes seront donc présent-e-s. Parmi ceux-ci nous retrouverons Éric Martin et Maxime Ouellette de l'Institut de recherche et d'information socio-économique, ainsi que des membres de la *Fédération Autonome des Enseignant-e-s*.

Pour plus d'informations
procurez-vous le
dépliant contenant le ré-
sumé des conférences et
l'horaire de celles-ci.